

Fête de l'Humanité Des voix, des combats

Youssou Ndour, Adèle Castillon, GIMS... Après Patti Smith Quartet, Fianso, Adé, Eddy de Pretto, on vous révèle les nouveaux noms des artistes qui enflammeront les scènes, au Plessis-Pâté, les 12, 13 et 14 septembre. **P. 14**

VENDREDI 25, SAMEDI 26 ET DIMANCHE 27 AVRIL 2025 | N° 24181 | 2,90 € | www.humanite.fr

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS
L'Humanité

BELGIQUE 3 € - MARTINIQUE, RÉUNION, GUADELOUPE 3,20 € - MAROC 3,6 MAD

L'ÉGLISE À LA CROISÉE

Les funérailles du pape François ont lieu ce samedi. Entre traditionalisme et « ouverture », ses potentiels successeurs sont à l'image des clivages au sein du clergé et parmi les fidèles. **P. 2**



ÉDITORIAL

PAR CATHY
DOS SANTOS

Pas fatigués!

Tiens bon Pinar ! La sociologue et écrivaine Pinar Selek doit affronter, ce vendredi 25 avril, la cinquième audience de son cinquième procès qui se tient à Istanbul. À moins que la justice de son pays d'origine aux ordres de celui qui se rêve en sultan de la Turquie décide de reporter une nouvelle fois sa décision au prétexte que la prévenue est absente. Réfugiée politique en France, elle a mille fois raison de ne pas fouler le sol turc, au risque de finir sa vie derrière les barreaux. Pinar Selek est innocente. La machination judiciaire dont elle est victime depuis plus d'un quart de siècle est un cauchemar, ses procès sans fin sans fondement. Le dossier d'accusation est une infâme cabale pour étouffer la pensée et brimer les écrits de cette brillante chercheuse dont le seul tort est d'être une voix libre, féministe et antimilitariste, attachée aux droits fondamentaux et au respect des minorités dans un pays que le président Recep Tayyip Erdogan rêve d'assujettir.

Depuis plus d'un quart de siècle, Pinar Selek est victime d'une machination judiciaire.

L'universitaire reconnue par ses pairs, soutenue par de nombreuses personnalités ulcérées par le despotisme erdoganiste, a été arrêtée en 1998, torturée afin qu'elle livre l'identité des enquêtés qu'elle avait interviewés dans le cadre de ses recherches. En vain. Puis on lui a imputé un sinistre attentat dont il est de notoriété publique qu'il s'agissait d'un accident. Contrainte par la réalité des faits, la justice l'a d'ailleurs acquittée à quatre reprises en 2006, 2008, 2011 et 2014. Mais elle ne désarme pas, poursuit son entreprise d'anéantissement de l'opposition.

En Turquie, le climat est des plus inquiétants. Depuis l'arrestation du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, le 19 mars 2025, le pays connaît une vague de détentions arbitraires dont l'objectif est de museler quiconque manifeste contre la dérive dictatoriale du chef de l'État. La France ne peut rester muette face à cette répression dont Pinar Selek est également une victime. Notre concitoyenne doit être définitivement acquittée. Dernièrement, elle nous confiait que cet acharnement avait pour but de la « *fatiguer. De fatiguer mes soutiens. De fatiguer les journalistes* ». Non, nous ne nous fatiguons jamais de réclamer justice. Tiens bon Pinar, tiens bon ! ■

À Paris, les fidèles et l'héritage clivé du pape François

CATHOLICISME Les funérailles du souverain pontife, mort lundi 21 avril à l'âge de 88 ans, ont lieu ce samedi. Critiqué par les traditionalistes, encensé par les plus « progressistes » de ses ouailles, il laisse derrière lui une Église tiraillée entre ses conservatismes rétrogrades et sa volonté d'ouverture.

Au café des Anges, la terrasse ne désemplit pas, malgré la météo ingrate d'un après-midi pluvieux. Il en est de même chaque jour, dans ce quartier parisien de la Roquette, à deux pas de la Bastille, pris d'assaut par les jeunes en quête d'une ambiance tendance. Florica n'a qu'à traverser la rue pour se glisser vite fait dans la paroisse Notre-Dame d'Espérance. Elle achète trois bougies qu'elle allume. Fait le signe de croix avant de repartir. Pas le temps de s'attarder, pour celle qui travaille dans l'ombre de l'effervescence, aux cuisines du café des Anges. « Je viens tous les jours ici, dit-elle. Je suis une orthodoxe, arrivée de Roumanie en 2003. Mais pour moi, tout ça, c'est la même chose, non ? L'église, j'y vais depuis toute petite. » Florica explique avoir beaucoup pleuré à la mort du pape François. « Ce pape, c'était un prêtre. À l'écoute. » Pourtant, elle assure, elle, avoir choisi « la famille », alors qu'aujourd'hui « tout le monde change ». Elle hausse les épaules : « les hommes avec les hommes, les femmes avec les femmes... » et avoue son incompréhension.

Un collègue la rejoint, comme pour marquer la relève. Lui, c'est à la plonge qu'il verse sa sueur. Il a quitté Bombay pour

Paris il y a tout juste trois ans. En Inde, il a connu les attaques contre les chrétiens et les lieux de culte. Darshan tente d'expliquer dans un français approximatif mêlé d'anglais que, ce qu'il retiendra de ce pape, c'est son combat en faveur des exilés. De ceux qui, comme lui, ont bravé les frontières en quête d'un avenir meilleur.

L'EXTRÊME DROITE L'A TOUJOURS DÉTESTÉ

Christian entre à son tour dans le lieu de culte quasi désert, dont le silence contraste avec le brouhaha de la rue. L'homme de 75 ans habite dans le quartier. Avant son rendez-vous avec une amie, il fait une halte dans cette église moderne aux courbes singulières, inaugurée en 1997. Le pape ? Il salut « ses idées très novatrices ». Et se félicite de sa grande popularité, alors que « nous vivons dans un monde de plus en plus fermé à l'autre ». Et puis, sourit-il, c'était le premier pape d'Amérique du Sud, qui a su apporter cette culture latine, très chrétienne. « J'ai appris qu'il avait été un peu contre l'IVG... », déplore-t-il, tout en admirant la façon dont il a répondu « de manière très intelligente et très claire à la vague américaine conservatrice et radicale, au vice-président J. D. Vance fraîchement chrétien ». En rupture, bien évidemment, avec la ligne du pape François.

« Il allait à la rencontre de gens souvent abîmés par la pauvreté, l'injustice. »

GUY AURENCHÉ, COMMUNAUTÉ SAINT-MERRY HORS-LES-MURS



REPORTAGE

Veillée organisée le 21 avril, en la cathédrale Notre-Dame de Paris. RAPHAEL LAFARGUE/ABACAPRESS.COM

L'accueil des personnes en situation de migration aura été l'une de ses priorités tout au long de son pontificat. « Il était petit-fils de migrants. Ses grands-parents paternels et son père auraient pu mourir s'ils avaient pris le premier bateau pour lequel ils avaient acheté leurs tickets. Il a fait naufrage au large des côtes brésiliennes. La migration, cela a été son obsession. Certains parlent de prophétie, parce qu'il aborde le thème dès 2013, bien avant la grande crise migratoire de 2015 », rappelle la journaliste et réalisatrice Constance Colonna-Cesari, spécialiste du Vatican. Alors bien sûr, le sujet demeure clivant. Au sein de l'épiscopat, mais pas que. Même si elle ne s'est pas risquée à critiquer le pape après sa mort, l'extrême droite l'a toujours détesté. Son plus grand tort ? Se soucier du sort des exilés qui se noient en Méditerranée, et exhorter l'Europe à les secourir au nom d'un « *devoir d'humanité, un devoir de civilisation* ». ■

« Il s'est opposé à ce monde - de l'Europe aux États-Unis - qui ressort l'étendard de la foi pour affirmer qu'il

faut défendre les frontières au nom du christianisme. Il est devenu un épouvantail pour un tas de milieux à droite. Les souverainistes, nationalistes, autoritaristes... le haïssent », souligne Constance Colonna-Cesari. Même ses positions sur l'écologie attirent les foudres, particulièrement aux États-Unis. « Beaucoup de catholiques intégristes ne supportent pas un Latino-Américain qu'ils ont taxé de marxiste », poursuit la journaliste.

« CURIEUX DU MONDE »

En France, à droite de l'église, des traditionalistes préfèrent la messe dite « tridentine », en latin. Ils n'ont jamais admis un pape latino-américain - des gens qui n'ont que 500 ans d'évangélisation alors que l'Europe, elle, en a 2 000 - et n'ont toujours pas digéré Vatican II, le concile qui rend l'église plus accessible pour ses fidèles, avec notamment l'abandon du latin lors de la liturgie. Et ce « *pas tant pour sa réforme liturgique, mais pour le dialogue interreligieux*. Et si l'on mélange le dialogue avec les

musulmans, c'est évidemment insupportable », avance Constance Colonna-Cesari.

De cette intolérance-là, l'église dont on n'hésitait pas à dire qu'elle était « *la plus progressiste de France* » en a fait les frais. Près du Centre Pompidou, dans le cœur historique et touristique de Paris, la paroisse Saint-Merry abritait le centre pastoral où, tous les jours, on inventait « *l'église de demain* ». Celle qui célébrait les unions LGBTQ+. Où l'on débattait écologie, politique. Où se tenaient des célébrations interreligieuses. Ici aussi, l'organisation classique des paroisses, avec le curé en charge des décisions, était remplacée par un système horizontal. Le prêtre partageait une coresponsabilité avec les « *laïcs* », des pratiquants issus de la société civile. Et bien sûr, tout le monde était accueilli avec bienveillance. « *Todos* », aurait martelé le pape François. Surtout celles et ceux que l'on pourrait croire exclus de l'église traditionnelle : les personnes LGBTQ+, les précaires, les exilés, les personnes détenues... Or, sur décision de l'archevêque de Paris d'alors, le conservateur - farouche opposant au mariage pour tous et à la PMA - Mgr Michel Aupetit, tout s'est arrêté en 2021.

Privée de lieu, la communauté - aujourd'hui forte de 400 fidèles - s'est repliée sur les outils numériques et s'est rebaptisée Saint-Merry Hors-les-Murs. Son porte-parole, Guy Aurenche, se dit très affecté par la mort d'un pape qui aura si bien transmis « *un message d'ouverture* ». « *Il allait à la rencontre de gens souvent abîmés par la pauvreté, l'injustice. Et les invitait au Vatican.* » L'ancien président du Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD-Terre solidaire) se souvient avoir été très impressionné par un homme « *d'une capacité humaine extraordinaire. Il était curieux du monde. On avait l'impression qu'il me connaissait depuis toujours* ». ■

« COMME JÉSUS, FRANÇOIS DÉRANGEAIT BEAUCOUP »

Pour la petite communauté de Saint-Merry, la lutte du pape contre le cléricalisme résonne tout particulièrement. « *Il refusait d'enfermer l'église sous le pouvoir de cardinaux formés et cloîtrés dans la suprématie de la fonction cléricale. Ce qui peut effrayer certains d'entre eux* », affirme Guy Aurenche. À Saint-Merry Hors-les-Murs, on s'efforce au quotidien, malgré les conditions, d'appliquer cette ouverture. Pour exemple, la prière du dimanche est toujours préparée par des personnes différentes. En attendant de retrouver un lieu, deux paroisses, dont celle de Notre-Dame d'Espérance, reçoivent les fidèles chaque mois. Une hospitalité toute naturelle pour le prêtre Antoine Guggenheim, en équation avec un pape contre tous les traditionalismes, qui « *a su recentrer le message sur l'Évangile dans tout ce qu'il y a de plus simple et d'attentif aux autres* ». Le curé de Notre-Dame d'Espérance sourit. « *Le pape ressemblait à Jésus. Lui aussi dérangeait beaucoup.* »

Nichée à Passy, l'un des quartiers les plus huppés du 16^e arrondissement de Paris, la paroisse Notre-Dame de l'Assomption affiche aussi une architecture moderne et sobre. Chaque jour, à 18 heures tapantes, un petit groupe d'habitantes du quartier, retraitées, viennent y faire leurs prières. Elles déclinent notre invitation à la discussion. Seule Christine, l'une d'entre elles, lâche : « *La valeur la plus importante du pape aura été l'altruisme.* » À deux pas de l'église, dans cet arrondissement où fleurissent les commerces de bouche haut de gamme et où de somptueuses demeures interdites au public se cachent derrière des grillages, où des habitants se sont révoltés en janvier contre l'hébergement d'exilés dans un gymnase, un kiosque à journaux expose sur son plus grand panneau Decaux la une du trimestriel « *satirique* » d'extrême droite *la Furia*. Un journal « *Fort comme une bête, libre comme un Dieu* », lit-on en sous-titre. ■

NADÈGE DUBESSAY

L'accueil des exilés aura été l'une de ses priorités tout au long de son pontificat.

PIETRO PAROLIN LE CONSEILLER DE L'OMBRE

Au Vatican, les n° 2 semblent maudits. Souvent pressentis comme favoris, ils ressortent rarement vainqueurs du conclave, à l'exception de trois d'entre eux dans l'histoire de la papauté. Reste à savoir si le discret – mais pas moins ambitieux – cardinal Parolin fera ou non figure d'exception. Secrétaire d'État du Saint-Siège, ex-bras droit du pape François durant son pontificat, il est l'un des derniers à l'avoir vu vivant. Dans le giron de la diplomatie papale dès 1986, cet Italien qui en maîtrise désormais les arcanes a été l'artisan de nombreux travaux. Parmi eux, ceux pour faire respecter le traité de non-prolifération nucléaire, ou encore pour la défense des chrétiens persécutés de par le monde, notamment ceux d'Orient. Pietro Parolin a enfin et surtout été l'initiateur de l'accord inédit avec la Chine en 2018, ouvrant la voie à la nomination d'évêques reconnus à la fois par Rome et par Pékin. Cette avancée lui a valu quelques critiques, le cardinal chinois Zen l'ayant même accusé de « vendre l'Église catholique au gouvernement communiste »... François, lui, l'a soutenu mordicus. Né en Vénétie en 1955, ce conseiller de l'ombre, véritable chef d'orchestre de la curie romaine, a la faveur de nombre de ses pairs. Plus tempéré que son prédécesseur, il fut frileux s'agissant des abus sexuels commis au sein de l'Église, et pas plus encourageant au sujet de l'homosexualité. Le prélat est considéré comme la synthèse des courants progressistes et conservateurs à l'œuvre dans l'institution. Ouvert, mais pas trop. ■



ROBERT SARAH LE DIGNE HÉRITIER DE L'INQUISITION

Il est la coqueluche des réactionnaires de tout poil, qui sébaubissent à l'idée qu'un premier pape africain, continent où le nombre de fidèles catholiques croît le plus rapidement, puisse porter leur idéologie nauséabonde – comme si l'origine primait sur les idées. Car Robert Sarah est un ultraconservateur, un dur de dur : ainsi considère-t-il que « ce que le nazisme et le communisme étaient au XX^e siècle, l'homosexualité occidentale, les idéologies abortives et le fanatisme islamique le sont aujourd'hui ». Né à Ourouss, dans une Guinée encore française en 1945, longtemps archevêque de Conakry, il a été créé cardinal en 2010 par Benoît XVI, le « panzer pape », prédécesseur de François qui, lui, le marginalisa. À quelques mois près, il fait bien partie des votants : il aura 80 ans en juin. En France, il devient – relativement – célèbre en juillet 2022, lorsque Vincent Bolloré l'impose

en une de *Paris Match*, qu'il vient d'acquérir. En réalité, il s'était déjà distingué dans les colonnes du *Figaro* en 2016 : il y reprenait la théorie du grand remplacement, en affirmant que « les statistiques montrent qu'il y aura dans un avenir très proche un grave déséquilibre culturel, religieux et démographique en Occident. Décadent, sans enfants, sans familles, l'Occident disparaîtra, noyé et éliminé par une population d'origine islamique. L'Occident a renié ses racines chrétiennes ». En voilà un qui ne semble pas bien avoir saisi les valeurs de l'Évangile, soyons charitables et aimons notre prochain comme nous-mêmes. D'autant qu'il n'a quasiment aucune chance – Dieu soit loué – de devenir pape, malgré le soutien actif de la fachosphère. ■



4 cardinaux, 4 nuances d'Église

Parmi les 135 ecclésiastiques amenés à élire le prochain pape, voici les portraits de prélates qui symbolisent la diversité du catholicisme actuel, de par leur parcours, leur origine ou leur tendance politique.

JEAN-MARC AVELINE LE « GÂTÉ » MARSEILLAIS DE BERGOGLIO

Il est le digne héritier du pontificat de François. L'anecdote veut que, de retour d'un voyage en Mongolie, le défunt souverain pontife ait usé d'un trait d'humour s'agissant du nom que prendrait son successeur : Jean XXIV. Pile le sobriquet donné au cardinal Aveline, en raison de sa ressemblance fortuite avec le pape Roncalli, dit Jean XXIII. Visage dodu, d'un naturel blagueur, l'archevêque du diocèse de Marseille est un progressiste au sein de l'Église. Né en 1958 à Sidi Bel Abbès (Algérie) dans une famille de pieds-noirs, il a grandi dans les quartiers populaires de la cité phocéenne et y a gravi une à une les marches de l'institution catholique, de son ordination en tant que prêtre en 1984 à son élection

à la tête de la Conférence des évêques de France, début avril. Mais cette nouvelle fonction pourrait être compromise par son avènement au Saint-Siège. Le nom d'Aveline trouve un écho particulier au Vatican, tant il était un proche de l'Argentin, aligné sur la défense des migrants et sur sa vision du dialogue interreligieux, notamment avec l'Islam. Le « bergoglien » de 66 ans avait d'ailleurs accueilli François chez lui, devant 57 000 personnes, à l'occasion d'une messe dantesque au stade Vélodrome, en 2023. Il fait partie des cinq cardinaux français à participer au conclave et a en réalité de maigres chances de gravir la dernière marche. Le prélat apparaît comme trop jeune aux yeux de ses pairs. Qui sait, comme le prétend la devise de l'OM, le religieux emblématique de la Bonne Mère sera peut-être « à jamais le premier » marseillais à accéder au rang de Saint-Père. ■



GEORGE KOOVAKAD UN INDIEN DANS LA VILLE SAINTE

À 51 ans, George Koovakad a connu au sein de l'Église une ascension fulgurante – qui ne sera pas fêtée quarante jours après Pâques, celle-ci. Dès la semaine prochaine, celui qui a été créé cardinal le 7 décembre 2024 fera partie des 135 prélates réunis en conclave pour élire le nouveau pape. Il est l'un des symboles des cardinaux promus par François : issu d'une branche méconnue du catholicisme, le rite syro-malabare, George Koovakad est l'un des 15 cardinaux indiens de l'histoire. Né en 1973, il est originaire de l'État du Kerala, au sud-ouest de l'Inde, qui compte 20 % de chrétiens sur les 40 millions d'habitants. Un État dirigé par une coalition menée par le Parti communiste d'Inde (marxiste), avec qui les relations sont ambivalentes : le clergé local n'hésite pas à féliciter le gouvernement pour sa politique sociale, mais le critique durement sur la question cruciale de l'enseignement scolaire. Nommé en janvier préfet pour le dicastère pour le dialogue interreligieux, en plus de la charge de l'organisation de tous les voyages du pape François, George Koovakad est un prêtre moderne, issu d'un pays du Sud multiculturel et aux religions diverses. En janvier, il indiquait « ne pas cesser de rêver à un monde dans lequel les diversités religieuses non seulement coexistent en paix, mais sont des éléments dans la construction de la paix entre les peuples ». ■



«La misère chargée d'une idée est le plus redoutable des engins révolutionnaires.»

Victor Hugo

LA FEMME DU JOUR



Shirine Boukli

Et de quatre! La Gardoise Shirine Boukli a été sacrée championne d'Europe de judo en - 48 kg pour la quatrième fois en autant de participations, mercredi à Podgorica (Monténégro). Après ses finales victorieuses en 2020, 2022 et 2023, celle qui est licenciée au Flam 91 (Longjumeau, Grigny et Châtenay-Malabry, en Essonne) étoffe encore un peu plus son palmarès à 26 ans. Plus offensive que son adversaire en finale, la native d'Aramon, médaillée de bronze aux JO 2024, s'est imposée aux pénalités contre la Portugaise Catarina Costa (9^e mondiale) qu'elle avait déjà battue lors de ses deux dernières finales européennes. «C'est toujours compliqué de trouver des solutions quand on se connaît par cœur mais je savais ce que j'avais à faire», a-t-elle indiqué. De bon augure à moins de deux mois des championnats du monde à Budapest. ■

NICOLAS GUILLERMIN

C'EST UN MONDE

Le coup de com glacé de L'Oréal

La marque de cosmétiques française L'Oréal a fait livrer à des dizaines d'influenceuses sa nouvelle gamme de soins antirides dans un coffret luxueux emprisonné dans un... bloc de glace. Une campagne totalement absurde dont le coût environnemental est massivement dénoncé. Il a fallu utiliser des litres et des litres d'eau, créer un emballage en polystyrène et acheminer les colis en camions frigorifiques. Sur les réseaux sociaux, les réactions indignées fusent devant les vidéos d'ouverture de colis des influenceuses hilares en train de briser le bloc de glace à coups de marteau pour récupérer les produits de beauté se trouvant à l'intérieur. En plein dérèglement climatique, alors que les incendies et les sécheresses augmentent, alors que l'accès à l'eau se fait de plus en plus difficile, c'est sûr que pareille idée le valait bien... ■

L'œil de Soph'

ÉCONOMIES: AMÉLIE DE MONTCHALIN N'EXCLUT PAS DE TOUCHER À L'ABATTEMENT FISCAL DES RETRAITÉS



LA BONNE NOUVELLE La vitesse de l'intrication quantique mesurée

Avez-vous déjà entendu parler d'une attoseconde? Il s'agit d'une unité de temps, fulgurante, durant laquelle la lumière ne parcourt que l'épaisseur d'un cheveu. Sa durée est infinitésimale et les événements s'y déroulent à une vitesse prodigieuse. Mais, pour la toute première fois, des chercheurs sont parvenus à mesurer les dynamiques des électrons à l'échelle d'une attoseconde, ce qui leur a permis d'observer la vitesse de l'intrication quantique. Une prouesse scientifique, réalisée avec des lasers à haute fréquence par les professeurs Joachim

Burgdörfer et Iva Brezinova et annoncée dans la revue *Physical Review Letters*, qui ouvre la voie à de possibles révolutions technologiques en matière de cryptage et de calcul quantiques. Jamais les mouvements électroniques n'avaient été mesurés avec une telle finesse, une telle précision, et sur des durées et des vitesses où les particules restent connectées quand bien même elles sont séparées par la distance, phénomène clé pour comprendre la téléportation quantique. ■

AURÉLIEN SOUCHEYRE

POINT D'ACTUALITÉ

L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Vidéo Après la mort du pape François, les figures politiques nationalistes, de J. D. Vance à Giorgia Meloni, ont adressé leurs condoléances sans égard pour le sens du pontificat qui s'achève. Toutes espèrent l'élection d'un nouveau souverain pontife aligné avec des valeurs plus traditionnelles. Un discours qui trouve un écho dans les médias Bolloré où Philippe de Villiers qui y a antenne ouverte dénonce un pape wokiste. On fait le point en vidéo avec Cyprien Caddeo.

Vidéo Une vingtaine de salariés de Maintenance Industrie, en grève depuis neuf semaines sur différents sites parisiens de la direction régionale des finances publiques, ont réalisé une action collective au Petit Palais, afin de faire avancer leurs revendications. *L'Humanité* y était.



LE BILLET DE MAURICE ULRICH

C'est clair

Pour le président et directeur de *l'Opinion*, Nicolas Beytout, c'est clair: « Menace de grève à la SNCF: tous perdants », titrait-il son éditorial de mercredi. Les voyageurs, bien sûr, « impuissants », l'entreprise elle-même, qui au moment où elle change de PDG se trouve « en situation de fragilité structurelle », et même les salariés, qui, sciant les rails sur lesquels ils rouent, favoriseraient la concurrence. Bien, mais un article va encore plus loin, qui pose une question: « Mais pourquoi donc les syndicats veulent-ils faire grève ? » Les syndicats, notons bien, les salariés eux-mêmes, on ne sait pas. Des primes pour le partage des bons résultats? Cela, nous dit-on, « a déjà été discuté ». Une amélioration de la gestion des vacances pour les contrôleurs? Mais « des avancées concrètes ont été faites ». Au total, les engagements pris ont été tenus, des recrutements ont eu lieu, une meilleure prise en compte de la pénibilité a été mise en place... C'est clair là aussi. Les « syndicats » n'ont aucune raison de faire grève, sauf emm... le monde. Et *l'Opinion*. ■

! C'EST UN SCANDALE

Koala non grata en Australie

En matière de politiques infâmes, l'Australie fait fort: les autorités n'ont rien trouvé de mieux que d'abattre plus de 750 marsupiaux dans le parc national de Budj Bim (Victoria), après l'incendie qui y a ravagé plus de 2000 hectares de forêt en mars. D'après Sky News Australia, la première ministre de l'État aurait justifié ces « euthanasies » par la nécessité d'abréger les souffrances des koalas, « gravement blessés et en grande détresse ». Des tirs « à l'aveugle », s'indignent les défenseurs des animaux, effectués arbitrairement depuis un hélicoptère: impossible, à distance, de préjuger de leur état de santé, d'autant que certains portent des petits dans leurs poches. Déjà lourdement impactée par l'abattage de gommiers bleus et prise au piège à cause des feux, l'espèce, en déclin, n'avait vraiment pas besoin de cette tuerie. ■

« Les Écologistes sont dans un flou idéologique »

GAUCHE Désireuse d'une candidature unique du Nouveau Front populaire en 2027, Marine Tondelier a été reconduite à la tête des Verts. La politiste **Vanessa Jérôme** décrypte leurs enjeux programmatiques.

ENTRETIEN



Le 22 mars, à Paris, Marine Tondelier (à gauche) lors d'une manifestation contre l'extrême droite.

Sans surprise, Marine Tondelier a été réélue avec 73 % des voix par les militants écologistes. Le parti dont elle reste secrétaire nationale tient son congrès d'investiture ce week-end à Pantin (Seine-Saint-Denis). Dans sa ligne de mire : les municipales, l'union de la gauche pour 2027 et la définition d'un projet politique aux contours trop flous. Analyse avec Vanessa Jérôme, politiste et autrice de *Militer chez les Verts* (Presses de Sciences-Po)

Les militants écologistes ont largement réélu Marine Tondelier comme secrétaire nationale : comment expliquez-vous ce plébiscite ?

Cela tient en partie de la transformation des statuts. Chez les Écologistes, on ne vote plus à la proportionnelle des listes, comme cela avait été le cas depuis la création du parti, mais via un scrutin uninominal majoritaire. Mais la situation politique du pays et de la gauche explique principalement ce résultat. Depuis 2022, les écologistes sont très engagés dans une forme d'union des gauches, qu'ils souhaitent aussi pour la présidentielle. Ils ne veulent apparaître ni comme des diviseurs ni comme divisés. Ce congrès était donc aussi à destination des autres forces de gauche auprès desquelles ils veulent peser dans les négociations. Certains militants m'ont par ailleurs dit que Marine Tondelier n'était pas leur tasse de thé, mais que les divergences n'étaient pas le sujet à l'heure où le Rassemblement national est si fort.

À quels défis le parti va-t-il être confronté ?

L'objectif du parti est de peser au sein des forces de gauche, au moment où l'hégémonie du PS est terminée et où LFI est une force irrégulière. Sa seule façon de compter passe par les idées. Or, c'est sa faiblesse. Les thèmes historiques de l'éologie politique ne sont pas au premier plan, à l'inverse de la guerre de Poutine et de la réélection de Trump. S'ajoute à cela que les écologistes ont perdu leur avance sur les autres partis, eux qui ont été à l'avant-garde des idées novatrices. Par exemple sur l'environnement, la démocratie, la parité ou les politiques publiques locales. Ils se sont endormis sur leurs lauriers et se trouvent désormais dans un flou idéologique, y compris sur des enjeux fondamentaux comme le nucléaire. Ils ne sont pas seuls dans ce flou : associations, ONG



VANESSA JÉRÔME
Docteure
en science politique

et mouvements écologistes ne savent pas non plus vraiment comment s'y prendre pour défendre cette cause en recul.

Les opposants internes de Marine Tondelier l'accusent justement d'être trop floue sur sa ligne politique. Comment la définiriez-vous ?

Les Verts sont toujours lancés dans de longs processus programmatiques et leur pensée ne se renouvelle qu'au moment des élections. Il ne faut pas oublier que c'est un parti décentralisé, où les groupes locaux décident du projet en fonction du territoire, sans qu'il n'y ait véritablement de centralisation nationale. On peut citer parmi les marqueurs politiques des formes historiques d'attachement à de grands principes comme la lutte contre le nucléaire, la féminisation de la vie politique et des idées anticapitalistes et anti-libérales qu'ils n'appellent pas ainsi. Alors, quand Marine Tondelier a dit (dans l'émission *Ça ira* sur la chaîne Twitch de l'*Humanité* – NDLR) qu'elle ne savait pas quoi mettre à la place du capitalisme, c'est un crime de lèse-majesté. Les documents programmatiques fondateurs du parti sont assez clairs sur la question. Cette formation s'est beaucoup désintellectualisée, car les nouveaux cadres sont des professionnels de la politique, avec des parcours classiques et une culture technique de celle-ci.

Pourquoi les Verts, parti issu des luttes locales, ne sont-ils plus un débouché naturel pour la mouvance écologiste, qui se tourne davantage vers la France insoumise ?

La particularité des militants verts est qu'ils sont multicartes, à la fois dans le parti, des associations, un syndicat et dans les luttes locales. Pour autant, ce parti s'est engagé dans un processus de normalisation progressive, en abandonnant tout ce qui faisait sa différence. Lorsqu'on est obnubilé par l'idée d'être crédible, on se déradicalise, voire on se dépolitise. Dès lors, lorsque d'autres mouvements plus radicaux apparaissent, une partie des militants et des électeurs les rejoignent. Mais si le mouvement écologiste a donné l'impression de se radicaliser, c'est seulement sur les modes d'action, pas sur le fond.

Le parti sort de deux séquences électorales difficiles – présidentielle (4,6 %) et européennes (5,5 %).

Comment expliquez-vous le recul de l'écologie politique ?

La présidentielle n'est pas leur élection, ce qui peut être paradoxal pour un parti qui se présidentialise chaque jour un peu plus. Cette stratégie ne paie pas. En ce qui concerne les européennes, les Verts ont fait de très mauvais paris stratégiques : leurs thèmes de campagne étaient hors sol. On aurait dit une campagne « peace and love » des années 1970. Ils n'ont pas compris qu'elle était décalée dans un contexte de guerre, qu'ils ont du mal à penser. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR EMILIO MESLET

Les invités
**Sandrine Rousseau
et Patrick Boucheron**

Pourquoi le RN séduit-il particulièrement les seniors ?

EXTRÊME DROITE Une note de la Fondation Jean-Jaurès décortique les rouages du vote Rassemblement national, devenu le premier parti chez les plus de 65 ans, entre rejet du macronisme et recomposition des droites sur un axe identitaire.

La droite subit-elle un « grand remplacement » par le Rassemblement national (RN) chez les seniors ? Entre 2022 et 2024, la part des électeurs de plus de 65 ans votant pour le RN aux législatives est passée de 12 % à 26 %. Sur cet électoralat, le parti d'extrême droite a vu ses scores passer de 6 % à la présidentielle de 2007 à 18 % pour celle de 2022, pour enfin atteindre les 26 % lors des élections législatives de 2024. Mais pour quelles raisons ? Selon Stéphane Fournier, doctorant en science politique et analyste au sein de l'institut Cluster17, « cette progression s'inscrit dans une recomposition de l'électoralat de droite. Les seniors, longtemps fidèles aux partis de gouvernement tels que "Les Républicains", semblent se tourner vers le RN, qui capitalise sur la décomposition du paysage politique traditionnel ». ■

POUR CES ÉLECTEURS, « LE SEUL PARTI QUI PEUT BATTRE LFI »

Dans une étude menée pour la Fondation Jean-Jaurès et publiée le mercredi 23 avril, le chercheur souligne que les seniors concernés s'inscrivent dans un « continuum sociopolitique de droite ». « Ils ne se radicalisent pas mais suivent une offre politique qui met l'accent sur les thèmes identitaires (immigration, sécurité, islam), devenus centraux

dans le débat public », alors que les seniors sont « globalement plus conservateurs que la moyenne des Français sur les sujets culturels ». ■

Bien sûr, les seniors ne sont pas les seuls concernés par la montée du vote RN. Mais ils constituent, pour Stéphane Fournier, une importante « nouvelle conquête du

« Il y a clairement chez eux une défiance vis-à-vis de la visibilisation de l'islam dans l'espace public. »

STÉPHANE FOURNIER, DOCTORANT EN SCIENCE POLITIQUE

Rassemblement national ». Grâce à un fort rejet d'Emmanuel Macron

sur cette tranche d'âge et à un créneau laissé vacant « dans l'espace des "droites" », le RN a, selon l'analyste, su capter un profil de senior bien particulier : des conservateurs dont le premier vote a souvent été pour Valéry Giscard d'Estaing en 1974 ou 1981, ayant voté longtemps à droite, mais jamais pour Jean-Marie Le Pen. Un électoralat qui échappe notamment à la Macronie. C'est ce que confirme Georges, 71 ans, ancien électeur UMP et LR interrogé par Stéphane Fournier, qui affirme avoir voté RN en 2022 « parce que c'est le

seul parti qui peut battre LFI ». Le conservatisme des seniors ne serait toutefois « pas tellement supérieur à la moyenne des Français » dans leur globalité, et la polarisation générationnelle s'opérerait surtout entre les plus de 65 ans et les 18-35 ans, beaucoup plus progressistes que les autres. ■

La note souligne également que la question « identitaire », mise à l'agenda par la droite républicaine et Nicolas Sarkozy, s'est imposée en devenant « de plus en plus structurante dans le comportement des électeurs à droite comme à gauche ». Un axe qui, chez les électeurs seniors d'extrême droite, s'impose devant les problématiques socio-économiques, et qui s'incarne à travers les sujets de sécurité, d'immigration et avec un rejet de la présence de l'islam dans la société.

« Il y a clairement chez eux une défiance vis-à-vis de la visibilisation de l'islam dans l'espace public, beaucoup plus que chez les jeunes et les très jeunes », mesure Stéphane Fournier. Autre phénomène : les chaînes d'information en continu comme CNews, qui fournissent un « cadre théorique, des thèses, des mots, des expressions » et agissent comme un accélérateur en « structurant la pensée identitaire et en donnant des mots à ces électeurs » pour opérer la bascule. ■

ELORA MAZZINI

MERCREDI 30 AVRIL 19H. LA GRANDE ÉMISSION DE l'Humanité



**HALTE AUX DÉLOCALISATIONS**

En Charente, le syndicat SUD industrie appelle les salariés du secteur à la grève les vendredis, week-ends et jours fériés. L'organisation dénonce les délocalisations de sites entraînant des plans de licenciements dans des usines rentables.

BLOCAGE À LA POSTE

Les salariés de La Poste d'Afa-Baleone (Corse-du-Sud) ont entamé, jeudi, leur 25^e jour de grève. Ils dénoncent les changements décidés par la direction, incluant une refonte du paiement des heures supplémentaires. Les agents bloquent le centre de distribution.

GRÈVE CHEZ GIBERT JOSEPH

Les logisticiens de l'entrepôt de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne) des librairies Gibert Joseph sont en grève. Ils rejettent le projet d'externalisation de la logistique en la confiant à une entreprise privée. Les salariés pourraient être affectés dans un autre département.

L'impossible équation du stockage carbone

ENVIRONNEMENT La France s'apprête à stocker des millions de tonnes de CO₂ émis par les industries les plus polluantes du pays dans son sous-sol. Mais, derrière l'ambition affichée, les obstacles s'accumulent. Face au manque d'acceptabilité sociale de cette technologie de décarbonation, les projets se déploient dans la plus grande opacité. Troisième et dernier volet de notre enquête réalisée avec le soutien du Journalismfund Europe.



Journalismfund Europe

La décarbonation de l'industrie française serait-elle déjà six pieds sous terre ? « Je ne vous cache pas qu'il y a beaucoup, beaucoup, beaucoup de travail », concédait Emmanuel Macron début 2023, au moment de dévoiler sa stratégie pour réduire les émissions des industries les plus polluantes du pays. Sa solution, miser sur le stockage carbone (CCS) afin de capter et stocker, dès 2030, 4 à 8 millions de tonnes de CO₂ émis chaque année par les industries les plus polluantes, avant de viser 15 à 30 millions de tonnes à l'horizon 2050.

Pour devenir un « champion » de cette technologie développée par l'industrie du pétrole et promue à grand renfort de lobbying (voir notre édition du 23 avril 2025), l'État compte mettre à contribution son sous-sol afin d'y piéger le dioxyde de carbone durant des milliers d'années. Une question de « souveraineté industrielle », affirme l'exécutif dans sa stratégie nationale publiée en 2024, qui voit là l'opportunité d'enclencher la « réindustrialisation profonde » de l'économie, alors que le nombre d'usines en France ne cesse de chuter.

Mais miser seulement sur le CCS pour décarboner l'industrie « n'est qu'une réponse partielle et insatisfaisante », prévient la géographe Anaïs Voy-Gillis. Pour cette spécialiste de l'industrie, « ce n'est pas parce qu'on décarbone l'économie qu'on réindustrialise. Ce ne sont pas les mêmes mécanismes ».

Le gouvernement ne l'entend pas de cette oreille. D'abord centré sur les émissions de CO₂ « inévitables », le CCS s'est progressivement élargi aux activités industrielles « hard to abate » (littéralement « difficiles à réduire »), ouvrant grand la porte à la généralisation de cette technologie

pour décarboner les activités polluantes de l'industrie. Problème : la France ne peut pas stocker de CO₂ en mer, faute de sites pétroliers épuisés, comme ses voisins du Nord. La Direction générale des entreprises (DGE) indique que « la France travaille dans le cadre européen pour faciliter l'accès aux stockages en mer du Nord, qui constitue à court terme les seuls exutoires opérationnels pour les émissions françaises ».

Mais un projet de loi visant à autoriser le stockage dans des pays étrangers vient d'être rejeté à l'Assemblée et devra passer devant une commission mixte paritaire. Le stockage carbone continental (par opposition au stockage en mer) représente dès lors le seul moyen de capturer le CO₂ dans des formations géologiques profondes ou d'anciens puits d'hydrocarbures vidés sur le territoire national.

RISQUES DE FUITES DE GAZ ET DE SÉISMES

Le premier échec de l'ambition française en matière de CCS a eu lieu à Lacq (Pyrénées-Atlantiques). Le projet Pycasso, estimé à 2 milliards d'euros et porté par le gazier français Teréga et le pétrolier espagnol Repsol, devait offrir au Sud-Ouest, et même au nord de l'Espagne, un site de stockage d'une capacité de 3 millions de tonnes par an dès 2030.

Premiers bénéficiaires : des industriels comme Lafarge, dont le site de Martres-Tolosane (Haute-Garonne) s'est récemment vu accorder 124 millions d'euros par le Fonds pour l'innovation européen afin de décarboner sa production avec du CCS, ou encore les usines espagnoles d'ArcelorMittal.

En 2023, Pycasso a reçu de la Commission européenne le statut de projet d'intérêt commun (PIC), offrant un accès facilité aux subventions et des procédures environnementales allégées. Teréga indique

ne pas avoir reçu de subventions via ce mécanisme pour le projet Pycasso.

Mais, sur le bassin de Lacq, pourtant habitué aux projets faussement écologiques, industriels et responsables politiques se sont fermement opposés à Pycasso. « Ce sont les émetteurs distants qui lorgnaient Lacq pour y stocker leur CO₂, nos industries n'ont pas de gros besoins de décarbonation. Et nous utilisons encore le gaz des puits. Notre modèle industriel ne peut pas être remplacé par du stockage carbone », explique Audrey Le-Bars, présidente du groupement d'intérêt public Chemparc de Lacq. « Le CCS, c'est 80 emplois, l'extraction du gaz de Lacq et ses dérivés, c'est 1700 emplois », calcule le député David Habib.

L'organisation en octobre 2024 à Pau de l'ICM Forum, cet événement regroupant fonctionnaires européens et lobbyistes du CCS (lire notre édition du 23 avril), leur a offert une tribune inattendue. À cette occasion, le bassin de Lacq a déboursé 12 000 euros pour une campagne d'affichage dans toute la ville contre l'enfouissement de CO₂. « On voulait montrer à tous les gens du CCS qu'on ne voulait pas de ça chez nous », raconte le maire de Mourenx et président de la communauté de communes Lacq-Orthez, Patrice Laurent. Une mobilisation couronnée de succès. Fin octobre, dans Sud-Ouest, le patron de Teréga, Dominique Mockly, renonçait à stocker du CO₂ dans les sous-sols du bassin de Lacq.

Un baron local n'a jamais pris position publiquement sur le sujet : François Bayrou. En qualité de maire de Pau, il a prononcé le discours de clôture de l'ICM Forum, mais le premier ministre devrait bientôt avoir affaire à ce dossier explosif. Selon nos informations, Teréga réfléchit à déplacer son nouveau site de stockage carbone vers les puits de gaz vides de la commune de Meillon, située dans l'intercommunalité de Pau. Interrogé, le maire de Meillon indique ne pas être au courant d'un tel projet sur sa commune.

Car même si Pycasso est officiellement annulé, Teréga continue discrètement de poser les bases de son

« Le gouvernement est de mauvaise foi lorsqu'il dit que c'est pour la transition énergétique. »
ALAIN DAMIEN, PRÉSIDENT DU COLLECTIF APEVRA



Jusqu'au 27 avril

Le Printemps des services publics propose des débats, témoignages, films et expositions à Tours, Saint-Pierre-des Corps et Channay-sur-Lathan (Indre-et-Loire).

25 avril Le tribunal de commerce de Rennes rend sa décision sur l'offre de reprise de la Fonderie de Bretagne par Europlasma.

1er Mai L'intersyndicale CGT, Solidaires et FSU appelle à la mobilisation,

à l'occasion de la Journée internationale des droits des travailleurs, pour la paix juste et durable, pour nos retraites et nos salaires. À Paris, rendez-vous à 14 heures place d'Italie.

Semaine du 5 mai La CGT cheminots appelle à une grève à compter de cette date, notamment sur les questions de rémunération.

9, 10 et 11 mai SUD rail appelle à un débrayage des contrôleurs.



Chaudière utilisant du dioxyde de carbone pour la combustion à Lacq (Pyrénées-Atlantiques).
ALAIN GUILHOT/DIVERGENCE



infrastructure de CCS. L'entreprise est en discussion avec le port de Bayonne pour y construire une unité d'importation et d'exportation de CO₂. Un projet protégé par un accord de confidentialité interdisant au port de Bayonne de communiquer sans l'aval du gazier.

Au centre des inquiétudes : les risques induits par la technologie. En plus des fuites de gaz qui peuvent intervenir lors du captage et jusqu'au stockage, en passant par le transport, les injections de CO₂ en sous-sol, en modifiant la pression sous terre, peuvent provoquer des séismes.

Selon l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (Ineris), aucun projet de CCS « ne peut occulter ce phénomène ». « Avant toute autorisation, il faut réaliser des études préalables pour identifier la sismicité induite et ses conséquences sur la zone. » Une prudence qui contredit les ambitions de l'État, pressé d'ouvrir, dès 2030, des capacités de stockage sur le territoire national.

Le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) a été sollicité pour estimer les capacités de stockage de carbone dans des « pièges géologiques fermés ». Cette étude intitulée Evastoco₂ évalue le potentiel de stockage du sous-sol de l'Hexagone à près de 4,8 milliards de tonnes. Mais avant de devenir effectives, ces capacités de stockage devront passer un obstacle de taille : l'acceptabilité sociale des projets de CCS. Dans son rapport de prospective sur le sujet, publié en septembre 2024, la Commission de régulation de l'énergie (CRE) estimait que la France ne sera pas

en mesure de faire aboutir ses projets de stockage carbone « si l'acceptabilité sociale (...) n'est pas sérieusement considérée, promue et prise en compte ».

Cette question de l'acceptabilité sociale des projets se pose de façon plus aiguë encore dans les zones densément peuplées. Notamment dans le Bassin parisien, où l'État espère stocker 65 millions de tonnes de CO₂ au plus vite. Près de Grandpuits (Seine-et-Marne), un projet pionnier est déjà dans les cartons.

POROSITÉ ENTRE INTÉRÊTS PUBLICS ET PRIVÉS

Les entreprises néerlandaise C-Questra et israélienne RepAir projettent de déployer la première unité de direct air capture (DAC) en Europe pour stocker 100 000 tonnes de CO₂ par an, dès 2026. Cette technologie de CDR (carbon dioxide removal), promue par les lobbys du CCS et des scientifiques comme Oliver Geden (lire notre édition du 23 avril), immature et extrêmement gourmande en énergie, vise à capturer le CO₂ directement dans l'air.

Pour mener ce projet à bien, C-Questra n'a pas hésité à débaucher Fernanda Veloso, ancienne coordinatrice du projet Pilot Strategy du BRGM (et dont le nom apparaît encore sur le site du BRGM), qui étudiait la faisabilité d'un site de stockage carbone autour de Grandpuits.

Ce pantoufle n'est pas illégal, mais il témoigne d'une fâcheuse porosité entre intérêts public et privé. Comme l'avaient soulevé les sénateurs lors de la commission

d'enquête sur TotalEnergies en 2024, « le contrôle des mobilités public/privé vers ou depuis des établissements publics à caractère industriel et commercial (comme le BRGM – NDLR) est insuffisant et pose de nombreuses difficultés (...) qui peuvent également susciter des risques déontologiques et pénaux ».

« Les projets avancent dans l'opacité la plus totale », dénonce Alain Damien, président du collectif Apevra, qui lutte contre ce projet. « Le gouvernement est de mauvaise foi lorsqu'il dit que c'est pour la transition énergétique. Balancer du CO₂ comme ça dans le sous-sol, alors qu'on ne contrôle rien et qu'on n'a pas d'information sur les risques, c'est extrêmement dangereux. »

Avec son collectif, il a organisé une première manifestation fin février, l'occasion de constater la difficulté à mobiliser sur les enjeux du CCS. Selon lui, « les gens ne se bougent que lorsque la menace est présente, quand le forage va commencer. »

Même après le passage des bulldozers, la lutte devra continuer. Car le droit de l'environnement stipule que trente ans après la fermeture des puits d'injection, il reviendra à l'État de s'assurer que le carbone piégé sous terre ne bouge pas et que le site de stockage ne laisse pas s'échapper de dioxyde de carbone. Et ce, pour des milliers d'années, afin de permettre au stockage carbone d'avoir enfin un effet positif sur le réchauffement climatique. ■

SIMON GUICHARD



Le chef du gouvernement, Pedro Sanchez, et Yolanda Diaz, deuxième vice-présidente, au Congrès des députés, le 12 février, à Madrid (Espagne). JUAN CARLOS ROJAS/PICTURE ALLIANCE

Contrat d'armement avec Israël : Sanchez fait marche arrière

ESPAGNE L'aile gauche du gouvernement espagnol a fait plier les socialistes : le premier ministre a annoncé l'annulation de l'achat de munitions fabriquées par une firme de Tel-Aviv.

Rétropédalage. «Après avoir épuisé toutes les possibilités de négociation, la présidence du gouvernement, la deuxième vice-présidente et les ministères concernés ont décidé de résilier unilatéralement le contrat d'achat de munitions avec la société israélienne IMI Systems», a indiqué ce jeudi le gouvernement espagnol. Le socialiste Pedro Sanchez n'aura pas tenu vingt-quatre heures face au tollé soulevé par la décision du ministère de l'Intérieur de ne pas dénoncer un contrat portant sur l'achat de munitions à une firme israélienne, en totale contradiction avec ses engagements.

L'information, rendue publique mercredi, avait accru les tensions au sein de la coalition au pouvoir, entre l'aile gauche du gouvernement et les socialistes, majoritaires, qui venaient d'essuyer la veille de très fortes critiques après l'annonce d'une augmentation des dépenses militaires de 10,4 milliards d'euros, afin d'atteindre les 2 % du PIB demandés par l'Otan.

D'un montant de 6,8 millions d'euros et visant à fournir la garde civile espagnole de munitions de calibre 9 mm, le contrat avec une société israélienne basée à Tel-Aviv avait été attaqué par divers représentants du Sumar. Dans un communiqué, la coalition dirigée par la deuxième vice-présidente, ministre du Travail et de l'Économie sociale, Yolanda Diaz, avait dénoncé «une violation flagrante des engagements pris au sein du gouvernement, (stipulant) la suspension des achats d'armes à Israël, (ce qui est) non seulement une mesure juste dans le contexte du génocide subi par le peuple palestinien, mais aussi conforme aux traités internationaux sur le commerce des armes».

Alors que le gouvernement de Pedro Sanchez s'était jusqu'à présent plutôt démarqué de ses voisins en apparaissant comme le fer de lance de la cause palestinienne en Europe, Yolanda Diaz avait exigé «une rectification et la comparution du ministre (de l'Intérieur)», en insistant sur le «génocide en direct» en cours à Gaza actuellement.

De son côté, le secrétaire général du Parti communiste espagnol, Enrique Santiago, était allé plus loin en invitant « les responsables politiques incapables de respecter les accords » à quitter leurs fonctions. Également député et porte-parole d'Izquierda Unida (IU) – membre de Sumar – au Congrès, le communiste avait évoqué la possibilité que la coalition quitte le gouvernement, où elle est représentée par cinq ministres. En dénonçant des partenaires des socialistes engagés dans une « dynamique très dangereuse » en imposant des décisions « unilatérales et systématiques » dans des domaines tels que la sécurité et la défense.

PLUSIEURS CONTRATS ENCORE EN ATTENTE

« Nous nous réjouissons de cette rectification et resterons vigilants quant au respect des accords » a publié ce jeudi sur X Antonio Maillo, coordinateur fédéral d'IU, après l'annonce de l'ordre de rétropédaler donné par Pedro Sanchez à l'Intérieur, en annulant le contrat d'armement. La veille, Maillo était allé jusqu'à parler « de la plus grande crise depuis (la création du) gouvernement », pointant du doigt l'attitude d'un exécutif pouvant difficilement encaisser le coût politique du maintien de liens économiques avec une entreprise fortement impliquée dans les massacres à Gaza. Et ce alors que l'Espagne a rejoint la plainte présentée contre Benyamin Netanyahu devant le Tribunal de La Haye pour crimes contre l'humanité.

Mais, au moment où Pedro Sanchez semble être parvenu à désamorcer la crise qui a failli faire vaciller son gouvernement, une information révélée ce jeudi par El Diario (eldiario.es) révèle que l'Espagne aurait encore plusieurs contrats d'achat d'armes attribués à Israël en attente. En tout, le gouvernement aurait « conclu au moins 31 contrats d'achat d'armes avec Israël d'octobre 2023 à aujourd'hui », a publié le site d'information en ligne, signalant un montant atteignant 1,041 milliard d'euros. D'après El Diario, quis'appuie notamment sur un rapport à paraître du Centre Delas d'études pour la paix (CDEP), dix de ces contrats auraient été clôturés après octobre 2024, mois au cours duquel le ministère de la Défense avait assuré la suspension de tout nouvel achat à Israël. Parmi ceux-ci, un contrat portant sur l'acquisition par l'Intérieur de « plaques pare-balles de niveau 4 », d'une valeur de 320 000 euros, aurait été conclu le 13 avril. « Rien n'empêche que ces achats se poursuivent », a déclaré Alejandro Pozo, chercheur au CDEP, cité par le média espagnol. « Sans embargo formel, sans mesures administratives et légales, ces entreprises d'armement israéliennes ne peuvent être exclues (des marchés publics). Ce qu'il faut, c'est adopter des mesures contraignantes, afin que le gouvernement soit cohérent avec ses déclarations. » De quoi raviver les tensions avec l'aile gauche de la coalition au pouvoir ? ■

LUIS REYGADA

À Gaza, la faim propagée « de manière délibérée »

CRIMES DE GUERRE Après cinquante jours de siège réimposé par Israël, l'ONU dénonce une situation humanitaire qui serait « la pire depuis le début de la guerre ». 11 000 corps de Gazaouis tués dans les bombardements seraient encore coincés sous les ruines.

A prèsbientôt deux mois sans qu' « une once de nourriture n'ait été livrée à Gaza », le chef de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (Unrwa), Philippe Lazzarini, a une nouvelle fois fustigé l'attitude d'Israël, dont les forces militaires bloquent toujours les points d'entrée de la bande côtière.

Malgré la mobilisation des agences humanitaires, près de 3000 camions chargés de vivres, de médicaments et d'autres biens essentiels attendent toujours une autorisation pour entrer dans Gaza, a signalé le site d'information de l'ONU, mardi 22 avril.

« La faim, d'origine humaine, se propage et s'aggrave de manière délibérée », a affirmé Philippe Lazzarini, en condamnant des autorités israéliennes accusées de laisser la situation se dégrader, allant jusqu'à utiliser l'aide humanitaire comme une « monnaie d'échange » et une « arme de guerre » afin d'infliger une « punition collective » aux habitants de l'enclave. « Combien de temps encore avant que (les) paroles creuses de condamnation ne se traduisent par des actes pour lever le siège, rétablir un cessez-le-feu et sauver ce qui reste d'humanité ? Cela fait cinquante jours

que le siège est imposé par les autorités israéliennes », a dénoncé sur X le haut responsable onusien, pour qui Gaza est devenue une « terre du désespoir ».

Le Bureau des affaires humanitaires des Nations unies (Ocha) a rappelé qu'il s'agit de la plus longue période sans aide ou marchandises entrant dans la bande depuis octobre 2023. « Nous nous dirigeons vers un désastre total ; la situation humanitaire est ac-

Selon l'Unrwa, les stocks de nourriture seraient « presque épuisés », avec 250 colis alimentaires sur place.

tuellement la pire depuis le début de la guerre », a déclaré le porte-parole Jens Laerke, lors d'une conférence de presse tenue ce mardi, à Genève.

Selon l'Unrwa, les stocks de nourriture seraient « presque épuisés », avec seulement 250 colis alimentaires restant sur place. « La farine est épuisée, les boulangeries ferment, les hôpitaux s'effondrent faute de carburant ou

de médicaments, et les prix des rares produits de première nécessité ont grimpé en flèche », rapporte le site ONU Info.

Depuis New York, le porte-parole du secrétaire général de l'ONU, Stéphane Dujarric, a mis en garde contre la fermeture imminente d'un grand nombre de cuisines communautaires, dont 180 continuent de fonctionner quotidiennement à Gaza. « Faute de gaz de cuisine, les familles se contentent de brûler du plastique pour cuisiner (faire du feu) », a-t-il indiqué, ajoutant que des bombardements israéliens avaient interrompu, mardi, les services de traitement des déchets solides à Gaza. Un « incident majeur », pour l'ONU, alors que l'enclave est ensevelie sous plus de 40 millions de tonnes de décombres en raison des frappes de l'armée israélienne.

Ces bombardements ont aussi causé la destruction de bulldozers, paralyssant les opérations de secours et rendant encore plus difficile l'accès aux quelque 11 000 corps encore emprisonnés sous les décombres, certains depuis plus d'un an. L'ONU estime qu'environ 92 % des bâtiments résidentiels de Gaza, soit environ 436 000 maisons, ont été endommagés ou détruits depuis octobre 2023. ■

LUIS REYGADA

Souscription 2025

Le prix de la vérité

JE FAIS UN DON À L'HUMANITÉ EN VERSANT

NOM / PRÉNOM _____ € _____

E-MAIL _____

TÉL. _____

ADRESSE _____

VILLE _____ **CODE POSTAL** _____

J'accepte de recevoir des informations de la part de l'Humanité.

Votre don est à retourner à l'Humanité, souscription, immeuble Calliope, 5, rue Pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex.

OU JE FAIS UN DON EN LIGNE !

DÉFISCALISATION

VOTRE DON VOUS DONNE DROIT À UNE RÉDUCTION D'IMPÔT DE 66 %, DANS LA LIMITÉ DE 20 % DU REVENU IMPOSABLE.

Par exemple, si je donne 100 €, je récupère 66 €. Si je donne 200 €, je récupère 132 €. Si je donne 500 €, je récupère 330 €.

Je fais un don de 1 à 499 € : Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de Presse et Pluralisme Humanité.

Je donne 500 € ou plus : Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de l'Humanité en partage.

Pinar Selek toujours menacée par la justice

TURQUIE L'État s'acharne contre la sociologue qui a été acquittée à plusieurs reprises. Une audience a lieu ce vendredi, à Istanbul. Sur place, une délégation de soutien sera mobilisée.

C'était un 9 juillet 1998, à Istanbul. Une explosion secoue le marché aux épices, faisant sept morts et une centaine de blessés. Deux jours plus tard, en pleine rue, Pinar Selek est arrêtée. Les autorités turques l'accusent d'avoir collaboré à ce qu'elles affirment être un attentat. La police fournit même des éléments prouvant que cette explosion était due à une bombe posée par des partisans du Parti des travailleurs du Kurdistan. Pour la sociologue, c'est le début d'un calvaire, d'un harcèlement politique, moral et physique, qui n'a plus eu de cesse pendant toutes ces décennies. Elle va rester deux ans en prison, subissant tortures et privations.

Un harcèlement qui se poursuit encore et toujours. Ce 25 avril, une nouvelle audience a lieu, en Turquie. Pourtant, il est avéré que les fameuses preuves visant à la confondre ont été falsifiées. Le drame était dû à l'explosion accidentelle d'une bouteille de gaz. Il n'empêche, Pinar Selek est poursuivie depuis vingt-six ans pour «terrorisme» en dépit de quatre acquittements dans cette procédure, en 2006, 2008, 2011 et 2014. À chaque fois, l'État a fait appel et la Cour de cassation a annulé l'acquittement. Ses travaux de sociologue consacrés aux communautés kurdes et son intérêt pour la question arménienne n'y sont sans doute pas pour rien. On sait comment en Turquie la justice est un instrument au service du pouvoir. Le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, est en prison, lui aussi accusé de «terrorisme», ainsi que de corruption. Personne n'est dupe. En juin 2024, lors d'une audience, Bahri Bayram Belen, un des avocats de la défense, avait révélé que de

«faux» documents avaient été ajoutés au dossier, jugeant que «certaines institutions administratives tentent d'influencer le pouvoir judiciaire».

«CALOMNIES, COMPLOTS, MENACES»

Pinar Selek s'est vu décerner un doctorat honoris causa par l'ENS de Lyon en 2013, a soutenu sa thèse de doctorat en science politique à l'université de Strasbourg en 2014, où elle a obtenu l'asile académique, et a été accueillie au Collégium de Lyon (Institut d'études avancées) en 2014-2015. Depuis 2022, elle est enseignante-chercheuse à l'université de Nice, mais sa vie est menacée en permanence comme elle l'a révélé à l'Humanité. «Ces attaques ne vont pas s'arrêter là», expliquait-elle à l'hebdomadaire communiste des Alpes-Maritimes, le Patriote Côte d'Azur, il y a quelques mois. «Depuis vingt-six ans, je lutte contre

un pouvoir fasciste et puissant qui se permet tout : calomnies, complots, menaces...»

Le soutien à Pinar Selek ne cesse de s'amplifier. Une délégation internationale, composée d'avocats, d'élus venus de France et de nombreux pays d'Europe, d'universitaires et d'associations féministes et de défense des droits humains, sera à Istanbul. Raphaëlle Primet, coprésidente du groupe communiste à la Mairie de Paris, sera présente «pour la justice et pour la vérité, pour que Pinar Selek ne soit pas condamnée, a-t-elle insisté avant son départ. Le pouvoir turc essaie d'épuiser le mouvement de solidarité en multipliant les audiences mais nous restons mobilisés». ■

PINAR SELEK

PIERRE BARBANCEY

«Depuis vingt-six ans, je lutte contre un pouvoir fasciste qui se permet tout.»

PINAR SELEK



L'enseignante-chercheuse, le 7 février, à la faculté de Nice. THIERRY GAZZERA

Annonces classées Passez votre annonce dans
l'Humanité + l'Humanité magazine + www.humanite.fr

Contactez
- Laure Thierry
01 49 22 74 89
laure.thierry@comediance.fr



Vacances

VOYAGES
EN PARTENARIAT AVEC
TLC

Circuit les îles de la Mer Egée Orientale

06 au 15 octobre 2025 (10 jours/09 nuits)

Une découverte de ces îles préservées et bénies des dieux entre Grèce et Turquie.

Prix ttc : dès 3055 € / pers (20 pers minimum)

Détails du programme, informations et réservations sur demande

LVJ/TLC

02 79 01 02 68

contact@lvj-voyages.com

Location

SAINT-CYPRIEN-PLAGE (66)

LOUE VILLA

4-6 PERSONNES

Tout confort. Cour, Parking, Piscine dans résidence...
de 280 € à 500 € par semaine

06 71 45 65 51 - 03 23 58 41 73

Divers

LM
Communication

OBJETS et TEXTILE PERSONNALISÉS

BADGES, AUTOCOLLANTS, DRAPEAUX, BANDEROLES, TEE-SHIRTS...

MARQUAGE DANS NOS ATELIERS FRANCE

Demandez votre devis au
02 32 18 07 70
LMcommunication.com

Roquevaire (13)

Au pied du garlaban, 20 mn de Cassis et des calanques, loue gîte pour 2 personnes : terrasse, parking, clim, piscine.

Prix lecteurs de l'humanité : 400 euros la semaine
Photos et plus de renseignements par mail : daniel.ardoin@hotmail.fr 06 87 26 88 45

C'est un mal qui ronge le football amateur et professionnel saison après saison. Chaque semaine, les arbitres sont victimes de violences physiques ou verbales et désormais de plus en plus souvent d'intimidations ou de menaces. Pour lutter contre ce fléau, la Fédération française de football (FFF) a annoncé la signature d'un futur partenariat avec le ministère de l'Intérieur et la police nationale pour protéger les directeurs de jeu.

« Nous avons vécu, ces derniers mois, des comportements totalement inappropriés en Ligue 1 et Ligue 2, et des violences dans le monde amateur », déplore Philippe Diallo, président de la FFF, précisant que « l'inquiétude » grandit dans le corps arbitral. Et alors que l'exemple devrait venir d'en haut, c'est le contraire qui se passe à l'image du président de l'Olympique de Marseille, Pablo Longoria, le 22 février. Dans une colère folle à l'issue d'Auxerre-OM (3-0), le dirigeant a dénoncé « une vraie corruption » en parlant de l'arbitrage qualifié de « scandaleux » et « honteux ». Quelques jours plus tard, l'arbitre du match Jérémie Stinat portera plainte pour « menaces de mort » sur les réseaux sociaux et « dégradations sur véhicule » après avoir retrouvé ses pneus crevés, chez lui, dans les Landes.

RETRAIT DES HOMMES EN NOIR

Huit jours après l'incident au stade de l'Abbé-Deschamps, malgré une suspension de 15 matchs du président marseillais, l'entraîneur de Lyon menace tête contre tête Benoît Millot, l'arbitre du match OL-Brest (2-1). Une attitude à deux doigts du coup de tête, qui vaudra neuf mois de suspension à Paulo Fonseca. Dimanche, un spectateur a jeté une pièce de monnaie sur la tête de l'arbitre-assistant lors du derby Saint-Étienne - Lyon, provoquant une interruption de 45 minutes. Et on pourrait multiplier les exemples...

Sur les terrains amateurs, de nombreux arbitres ont pour leur part décidé de lâcher le sifflet pour protester contre les violences récurrentes. En Indre-et-Loire, aucun directeur de jeu n'a officié les week-ends des 15-16 et 22-23 mars, en réponse à l'agression de l'un d'eux, le 2 mars, lors d'un match de Départemental 2. Idem dans le district d'Alsace où les hommes en noir se sont mis en retrait les 5 et 6 avril, après les menaces de mort contre un arbitre lors d'une rencontre.

« Nous avons dialogué avec le ministère de l'Intérieur, la FFF va collaborer avec la police dans le cadre d'une convention nationale », a indiqué Philippe Diallo. Si tous les détails du partenariat n'ont pas été encore dévoilés, les arbitres menacés ou envoyés sur des matchs sensibles seront intégrés dans le fichier Pégase II, un programme de protection dont bénéficient certaines personnalités. Des dispositifs de surveillance de leurs lieux de travail et de leurs domiciles, en particulier lorsqu'ils sont en déplacement professionnel, seront mis en place afin de protéger leurs biens et familles. Un bouton spécifique d'appel de la police

Les arbitres bientôt protégés par la police

FOOTBALL Face aux agressions et menaces croissantes, la fédération va signer une convention avec le ministère de l'Intérieur pour inclure les directeurs de jeu dans un programme de protection.



Le 2 mars, à Décines-Charpieu (Rhône). Pendant le match entre l'Olympique lyonnais et le Stade brestois 29, l'entraîneur portugais Paulo Fonseca hurle contre l'arbitre Benoît Millot après avoir reçu un carton rouge. JEFF PACHOUD/AFP

en cas d'agression leur sera aussi fourni. Enfin, une formation à l'utilisation plus sûre des réseaux sociaux est aussi prévue.

LE RECOURS AU CARTON VIOLET

Parallèlement, Philippe Diallo a demandé à Antony Gautier, directeur de l'arbitrage français, de réfléchir à de nouvelles préconisations et sanctions pour les agresseurs ou encore l'essai de caméras embarquées. Lancé il y a huit ans dans le district de la Loire pour les rencontres jugées à risque, ce dispositif, placé sur le torse de l'arbitre, a permis de réduire de 20 % les violences. Le district d'Alsace, lui, autorise depuis 2023 le recours au carton violet, qui permet de suspendre temporairement ou définitivement une rencontre en cas de débordements, ainsi qu'au carton blanc, pour exclure

10 minutes un joueur contestataire. « Malgré les avertissements, ça continue », regrette Marc Hoog, président du district. « Nous avons 60 faits disciplinaires par week-end et un ou deux incidents graves. Il y a aussi des arbitres qui, par peur, ne relatent pas totalement les faits » dans leurs rapports. Dans certains cas, l'instance sollicite même la police nationale en amont. « Nous recensons chaque semaine 35 à 40 rencontres difficiles, explique-t-il, on envoie la liste aux forces de l'ordre. »

MARC HOOG, PRÉSIDENT DU DISTRICT D'ALSACE

Sur 609 207 matchs (catégories féminines et futsal compris) en 2023-2024, l'Observatoire des comportements à la FFF a recensé

« Nous recensons chaque semaine 35 à 40 rencontres difficiles, on envoie la liste aux forces de l'ordre. »

MARC HOOG, PRÉSIDENT DU DISTRICT D'ALSACE

10 708 rencontres ayant fait « l'objet d'un incident envers l'arbitrage », soit « 1,8 % des matchs ». Dans le détail, 47,2 % sont des agressions verbales et 46,2 % des violences physiques. Les autres incidents sont des gestes ou comportements obscènes, des jets de projectile ou encore des vols ou dégradations de biens d'arbitres...

Des agressions qui provoquent peu à peu une crise des vocations. Si la FFF ne communique pas sur le sujet, nombreux sont les territoires à manquer désormais de directeurs de jeu pour les rencontres. Sur les 25 000 recensés en 2015, ils ne seraient plus que 17 000 aujourd'hui. ■

NICOLAS GUILLEMIN



LA BASE 217 (91)

La Fête de l'Humanité

Le Plessis-Pâté / Brétigny-sur-Orge

12
13
14
Sept
2025

Des artistes, des voix, des combats

GIMS, Kompromat, Mathilde... Le moment est venu de lever le voile sur la deuxième partie de la programmation de cette 90^e édition.

En cette édition anniversaire, la 90^e, la Fête incarne plus que jamais ce qu'elle est depuis toujours : un moment suspendu où la culture et l'engagement se répondent, dans un élan commun.

Après l'annonce du retour exceptionnel de Patti Smith, en format quartet, et la venue d'artistes engagés comme Fianso, Eddy de Pretto ou Hoshi, cette nouvelle salve de noms confirme notre engagement de surprendre et de proposer une offre artistique toujours aussi éclectique. De Youssou Ndour à Mathilde, de Kompromat à Bagarre, en passant par L'Entourloop, passeurs de sons entre reggae et hip-hop, ou encore Gims, dont la voix populaire rassemble plusieurs générations, chaque artiste porte une parole, une énergie, un combat.

La Fête de l'Humanité ne se résume pas à ses scènes musicales. Elle est, elle a toujours été, un rendez-vous politique, culturel et populaire, façonné par nos bâtisseurs et bâtieuses. Mais, surtout, la Fête est un lieu de pensée vivante, de débat et de confrontation d'idées. Dans un monde rongé par les guerres, les injustices et la montée des extrêmes droites, nous faisons un choix clair : celui de



SOFIA BOUTRIH
Directrice de la Fête de l'Humanité

la paix. Une paix ancrée dans la solidarité entre les peuples, dans la justice sociale, dans l'internationalisme. Notre colombe n'est pas un ornement graphique. Elle est le symbole d'un engagement collectif, celui d'un camp qui refuse la haine et qui croit encore au pouvoir du peuple, de la culture et de l'espoir.

À la sortie de l'été, au moment où s'ouvre une nouvelle séquence politique, la Fête de l'Humanité sera plus que jamais cet espace indispensable où l'on débat, où l'on rêve, où l'on construit ensemble. Un lieu pour espérer, un lieu pour agir.

Les 12, 13 et 14 septembre, nous vous attendons nombreuses et nombreux pour écrire ensemble cette 90^e page de notre belle histoire commune. ■

SOFIA BOUTRIH

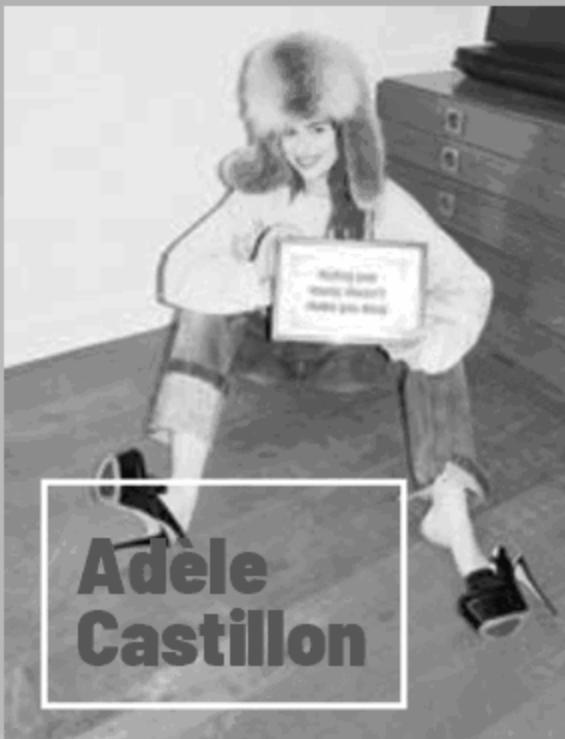
Elles et ils seront aussi à la Fête

Adé, Aliocha Schneider, Ascendant Vierge, Eddy de Pretto, Fianso, Hoshi, Les Ogres de Barback, la Rue Kétanou, Meute, Patti Smith Quartet, 47Soul. Et d'autres noms à venir !

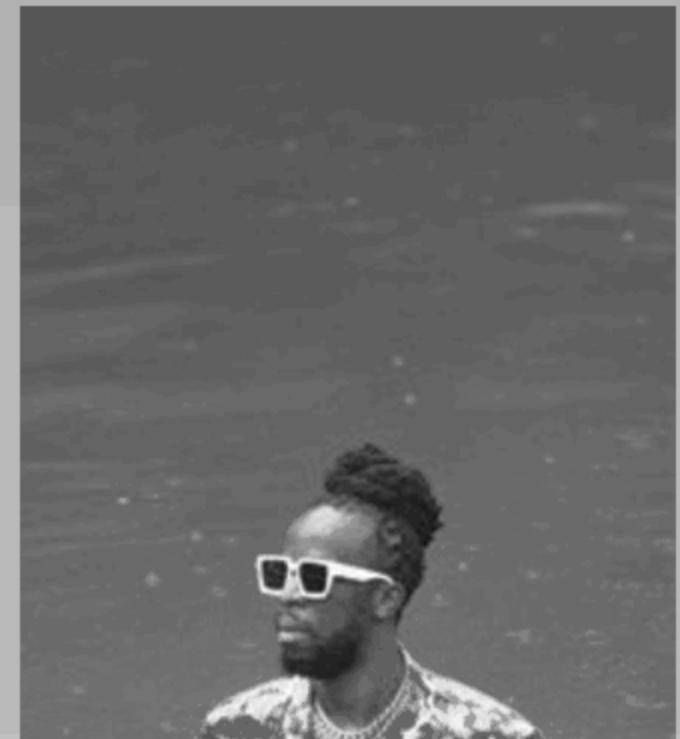


L'Entourloop

ERWAN FICHOU



**Adele
Castillon**



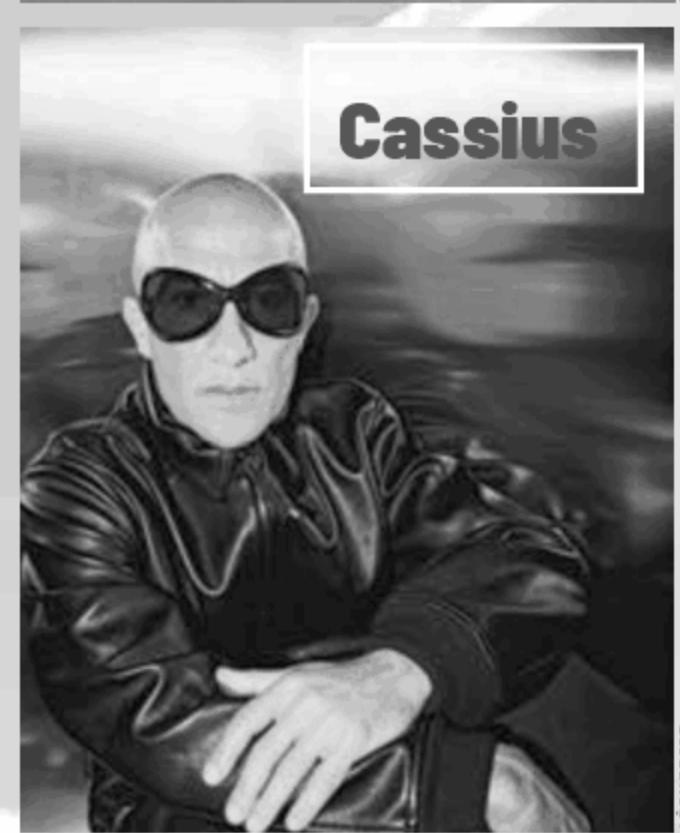
Youssou N'dour



GIMS



Mathilde



Youssoupha

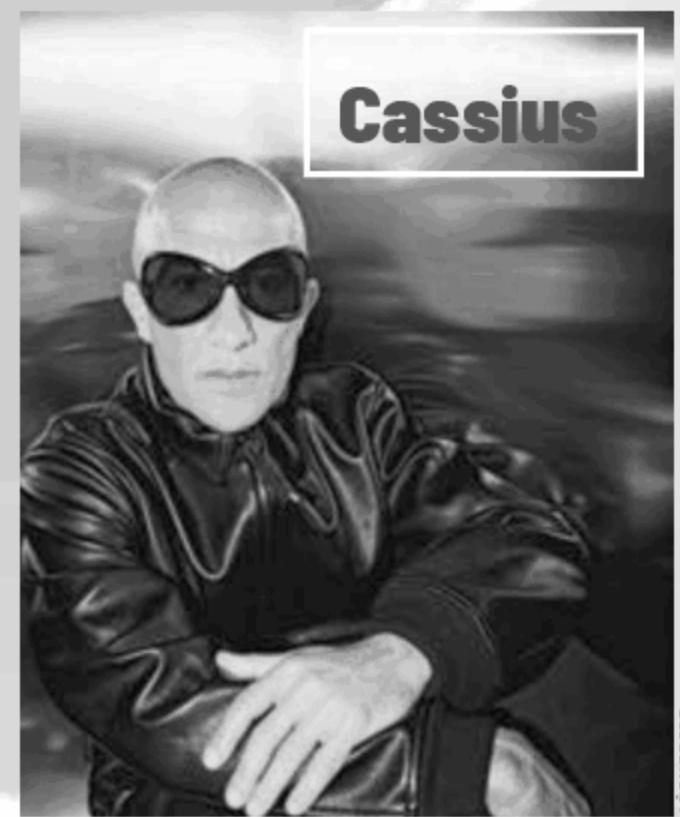
2024 ARPHENO



Titi



Bagarre



Cassius

LEON PROST

La Fête de l'Humanité
12 • 13 • 14 Septembre 2025 LA BASE 217 (91)
Le Plessis-Pâté / Brétigny-sur-Orge

OFFRE SPÉCIALE LECTRICES
ET LECTEURS DE L'HUMANITÉ

PASS 3 JOURS À 50€

BON DE COMMANDE PASS 3 JOURS

Merci de bien vouloir renseigner l'intégralité des champs, toutes les informations sont nécessaires pour l'édition des billets.

Nom / Prénom

Adresse

Code postal Ville

Tél. E-mail

Je souhaite recevoir à mon domicile

Pass 3 jours x 50€ =

€ (frais de port inclus)

Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de « Société nouvelle du journal l'Humanité ») à :
L'Humanité - Billetterie Fête de l'Humanité - 5, Rue Pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex

«Un instrument ne peut pas faire bouger un son dans l'espace»

MUSIQUE Philippe Manoury a répondu à l'invitation de Bruno Mantovani, directeur artistique du Printemps des arts de Monte-Carlo. L'occasion de rencontrer ce compositeur français dont les œuvres ont été jouées sur les plus grandes scènes internationales. Retour sur un demi-siècle de création.

Principauté de Monaco, envoyé spécial.

Les célébrations des anniversaires – de naissance ou de mort –, quand elles deviennent systématiques et sans contenu, ne présentent aucun intérêt. Pas de gâteau ni de bougies pour le centenaire de Pierre Boulez, disparu en 2015. On pouvait néanmoins faire confiance à Bruno Mantovani, lui-même compositeur et directeur du Printemps des arts de Monte-Carlo, pour ne pas tomber dans une pâle commémoration. Prétexte à une exploration pour mieux sonder les liens tissés dans la composition musicale – au-delà du temps et de l'espace –, dans des écritures multiples pour un partage poétique. Des rendez-vous distillés comme des gouttes d'un elixir imprévu : kaléidoscope sonore aux couleurs de Stockhausen, Berio, Mantovani avec une création mondiale, *Venezianischer Morgen*, commande de l'opéra de Monte-Carlo, Ravel et Messiaen, Yan Maresz. Et des interprètes inspirés : l'Orchestre symphonique de la BBC, le Trio Pantoum, la clarinettiste Ann Lepage ou encore le pianiste Jean-François Heisser, venu jouer *Das Wohlpräparierte Klavier*, pour piano et électronique, une commande de Daniel Barenboim à Philippe Manoury, en 2021. Nous avons rencontré ce dernier au One Monte-Carlo à l'issue d'une répétition. Le compositeur français, qui a été chercheur à l'Ircam (Institut de recherche et coordination acoustique/musique), a vu ses œuvres régulièrement dirigées par Pierre Boulez.

Que représente aujourd'hui Pierre Boulez ?

Il n'a plus tellement d'influence musicale sur la toute jeune génération, ce qui est tout à fait normal. C'est une figure historique, tutélaire, une des dernières personnes à avoir relié la grande culture classique avec l'avant-garde. Chez les jeunes, ces deux mondes ont tendance à se séparer parce que beaucoup viennent de la musique rock ou de la musique pop, ce qui est d'ailleurs très bien. Pour l'instant, ils ont pris quelques distances avec la culture

europeenne classique et même moderne d'avant le XX^e siècle. Par son travail de chef d'orchestre et de compositeur, par sa pensée, par ses écrits, Pierre Boulez a su tisser un lien entre ces deux mondes. Il le faisait très fortement aussi, à cause de son métier de chef d'orchestre. Depuis Boulez, il y a de très grands chefs d'orchestre qui ne sont pas de très grands compositeurs. Et vice versa. Il n'y a plus cette même continuité entre la pratique et la création.

Est-ce à cause de la formation des musiciens, aujourd'hui ? Vous-même, qui avez pourtant une formation de piano et de composition, vous vous dites autodidacte...

Quand j'étais jeune, on nous faisait croire qu'il fallait d'abord faire ses classes, c'est-à-dire l'harmonie, le contrepoint, la fugue, et ensuite seulement, on étudiait la composition. Or, la composition est quelque chose d'assez inné. Je ne dis pas que l'on n'a rien à apprendre, mais sans étincelle intérieure, il ne se passe rien. Il doit y avoir cette poussée de soi-même. Évidemment, on apprend beaucoup de choses dans l'orchestration, dans l'harmonie, dans la formation de l'oreille, dans le rythme, dans l'étude des partitions. Je suis un autodidacte, mais je peux dire que mes grands professeurs ont été Beethoven et Debussy.

S'agissant des livres, on imagine bien qu'un auteur peut avoir une histoire à raconter. On a plus de mal à comprendre l'écriture musicale. Qu'est-ce qui provoque cette étincelle ?

Ce sont des idées musicales, tout simplement, ou même un désir d'exprimer des choses musicalement. Quand je suis dans la rue ou quand je fais autre chose, je pense à ces idées qui me viennent parfois même d'une pièce que je suis en train de créer. Je me dis, tiens, je pourrais la faire différemment. C'est comme un mécanisme. Je suis très souvent habité par le désir de créer quelque chose musicalement. Après, il faut se mettre au travail.

Qu'est-ce que la musique électronique en temps réel ?

Quand on parle de musique en temps réel, ce n'est pas du temps réel ! Autrefois, la musique était enregistrée

« Sans étincelle intérieure, il ne se passe rien. Il doit y avoir cette poussée de soi-même. »

sur bande magnétique, préparée, coupée, montée, collée comme un film. Maintenant, avec les progrès de l'informatique, les sons n'ont pas toujours besoin d'être préenregistrés. Ils sont calculés au moment où on les entend. C'est-à-dire que si je veux produire une mélodie, un accord, je peux les déclencher et l'ordinateur les calcule au moment où vous les entendez.

L'intérêt est de pouvoir suivre l'interprète. Celui-ci n'est plus obligé d'être dans le tempo de la machine. La machine peut se déclencher suivant l'interprète qui revient au centre du jeu. Dire que c'est en temps réel est un peu un abus de langage, parce que, lorsque je vous dis que la machine calcule au moment où vous l'entendez, ce n'est pas vrai. Pour faire du calcul, il faut du temps. Mais ce temps, maintenant, est tellement rapide que ça passe en dessous du seuil de votre perception. En dessous de 1/20, 1/25 de seconde, on ne différencie pas ce qui est simulé de ce qui est successif. En dessous de cette limite, l'intervalle de temps existera mais vous ne l'entendrez pas.

Vous avez composé une pièce intitulée *Grammaires du sonore*. Quelle en est l'idée ?

Ce n'est pas comme celle du langage, mais disons qu'il y a une syntaxe. L'ordonnancement temporel des motifs ou des idées musicales est régi par une grammaire que j'ai inventée. Elle a ses propres lois. La poétique et la perception de la musique induite dans la psyché des auditeurs sont différentes avec les années.

Comment avez-vous évolué dans votre écriture musicale, dans vos compositions ?

Quand j'étais plus jeune, j'étais influencé par des compositeurs comme Boulez ou Stockhausen. Notamment par le travail de ce dernier en musique électronique et par toute cette période des années 1950, 1960, voire 1970. C'était une musique brusque avec peu de tempo et beaucoup de contrastes. On ne recherchait ni la continuité ni la stabilité. Ces éléments-là sont toujours valables. Je ne les renie pas, mais je sais qu'ils ne sont qu'un des éléments du langage.



ENTRETIEN

« L'écriture est génératrice d'idées. Elle entraîne notre cerveau. Allez dire à Proust ou à Joyce qu'elle n'a aucune importance ! Je crois qu'ils riraient. »

Mon évolution s'est faite en récupérant d'autres éléments du passé qu'on avait un peu mis sous la table. Ce qui ne veut pas dire que je compose à nouveau de la musique tonale. Disons qu'il y a des répétitions, un tempo, des stabilités harmoniques, une continuité. Ces choses existaient dans la musique depuis toujours et je les réutilise. Quand on est jeune, on est influencé par ce qui existe à son époque. En vieillissant, on a des influences beaucoup plus lointaines. J'ai beaucoup étudié Wagner et, par exemple, le temps musical, ce qui n'était pas le cas quand j'étais jeune. J'ai aussi évolué dans le sens où j'ai développé beaucoup d'outils informatiques pour réaliser la synthèse de sons.

Cet apport de l'informatique a-t-il créé quelque chose de nouveau par rapport à la musique traditionnelle ?

J'ai composé des œuvres sans informatique, sans électrique, mais il y a énormément de choses qui sont absolument inaccessibles à la musique. On ne peut pas faire bouger un son dans l'espace avec un instrument. Ou créer des intervalles plus petits que le demi-ton, voire des complexes rythmiques très fins, avec une exactitude dépassant ce que les êtres humains seraient capables de faire. Ce qui induit aussi une poétique musicale intéressante, pas du tout à la portée des instruments traditionnels. Il faut passer par des systèmes très précis. Des machines, quoi ! Pour autant, la musique n'est pas « machinique ». Elle peut toutefois accéder à

un tel niveau de précision que la magie est différente de celle des instrumentistes. Ma grande ambition, si je puis dire, est d'arriver à ce que l'instrument et la machine ne soient plus vus comme deux mondes séparés mais comme un seul s'exprimant avec des moyens différents pour dire une chose commune.

Ainsi, vous revendiquez le fait d'être compositeur et écrivain de la musique ?

Non, pas du tout. C'est plus récent. Depuis quelques années, dans certains festivals, je pense au festival de Strasbourg actuellement – qui est assez déplorable de ce point de vue-là – et à d'autres festivals en Allemagne, on assiste à un rejet de l'écriture musicale, de la musique écrite au profit de la seule spontanéité de l'improvisation ou de la performance. C'est un mouvement qui finira par passer parce que ça ne va pas très loin, mais c'est un mouvement assez fort contre lequel je lutte. Et quand je me dis écrivain de la musique, ce n'est pas que j'écris sur la musique. C'est qu'une grande partie de mes idées musicales vient du fait que je les écris. Je revendique cela. C'est par le mécanisme de l'écriture qu'on développe des idées. L'écriture ne vient pas après les idées, pour s'en souvenir. L'écriture est génératrice d'idées. Elle entraîne notre cerveau. Elle développe notre imagination dans des directions qui n'existeraient pas sans elle. Je pense que c'est pareil

pour un romancier. Allez dire à Proust ou à Joyce que l'écriture n'a aucune importance ! Je crois qu'ils riraient.

La musique dite contemporaine n'a pas encore pénétré le grand public, contrairement au classique. Comment expliquez-vous cela ?

Les œuvres d'art de toutes les époques ont besoin qu'on aille vers elles. Il ne s'agit pas de produits industriels à consommer. Même Mozart, même Beethoven, il faut aller vers eux. Ce qui se passe aujourd'hui, et même depuis l'après-guerre, c'est la présence de musique diffusée non-stop dans les lieux publics. Les oreilles de nos contemporains sont beaucoup plus conditionnées que celles des gens d'avant-guerre. Les gens sont accoutumés à certaines mélodies, à certains rythmes, à certaines harmonies, à certains styles. Cela devient un modèle pour eux. Et tout ce qui ne rentre pas dans ce modèle, eh bien, ils ont du mal. La seule manière de pallier ce problème, c'est d'écouter la musique créée à notre époque. C'est un phénomène lié vraiment à la diffusion massive. Beaucoup de gens veulent nous faire croire que c'est parce qu'on écrit une musique trop complexe, trop intellectuelle. C'est un faux problème. Il faut aller chercher du côté de la formation inconsciente des oreilles par l'industrie et par les mécanismes sociaux : la musique est partout, dans les ascenseurs, dans les hôtels, dans les restaurants, dans les magasins. Les gens sont de plus en plus conditionnés. On ne peut plus guère lutter contre ça. C'est là, à mon avis, que le bâton blesse. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR PIERRE BARBANCEY



Plus de 6 000 hommes ont prêté serment au Führer et seront, par la suite, amnistiés par l'État français. INA

Quelques nazis bien ordinaires

TÉLÉVISION Le documentaire de Serge de Sampigny, basé sur le témoignage retrouvé d'un ancien de la Légion des volontaires français contre le bolchevisme, entre 1941 et 1944, montre le zèle que mettaient nombre de collaborateurs à suivre l'exemple des SS.

À feu et à sang. Des volontaires français sur le front de l'Est,
France 5, dimanche, 23 h 5

Une très récente polémique pousse à regarder ce film d'un œil attentif. Car disons-le tout net : oui, certains Français se sont comportés comme des nazis. On savait qu'il y avait eu des volontaires français pour servir dans leurs rangs, mais le documentaire de Serge de Sampigny (réalisateur de *Mussolini, le premier fasciste*) montre la réalité de leur engagement. La démarche n'avait rien d'individuel : par anticomunisme, ce sont 6 000 hommes, composant la Légion des volontaires français contre le bolchevisme (LVF), qui sont allés combattre l'Armée rouge à l'est dès 1941. Ces engagés, déjà militants dans des mouvements collaborationnistes, avaient prêté serment au Führer et portaient l'uniforme nazi. Le plus souvent, ils marchaient aux côtés des SS, avec lesquels ils ont fini par fusionner (dans la division Charlemagne) en 1944. Mais jamais leur présence dans les territoires pris à l'URSS n'avait été documentée aussi finement (1).

Le documentaire existe grâce à la découverte au fond d'un grenier du carnet et d'un film amateur de la main d'Ugo Ramacciotti, un de ces soldats. Il y décrit comment lui et ses camarades ont d'abord été « bien reçus » à Marovo, ce petit village des bords de la Berezina, en Biélorussie. Notamment parce qu'ils amenaient des vivres, qui manquaient, et séduisaient les filles. « Mais les fascistes, c'est les fascistes. Et les soldats, c'est les soldats », souffle Irina Nikolaeva Kostiuievitch, 9 ans alors. Le propos soutient l'analyse de Jean-Luc Leleu, historien au CNRS,

Pillages, torture,
viols, ils n'hésitent
pas à brûler
maisons et
victimes encore
vivantes.

enseignant-chercheur à l'École de guerre et conseiller sur le film. Dans son ouvrage *la Waffen SS. Soldats politiques en guerre* (Perrin, 2007), il développe le rôle de certaines unités, sur le champ de bataille et dans la répression des populations civiles.

« ON LES APPELAIT LES PUNISSEURS, LES ASSASSINS »
Lorsqu'ils se sont avérés incapables d'arrêter les partisans soviétiques, ces supplétifs français des nazis se sont en effet vengés sur les villages alentour. Pillages, tabassages et torture, viols, Ramacciotti décrit une « guerre de pirates » plus que de soldats. Il restera pourtant jusqu'au bout avec cette « bande de clochards et de salopards », qui n'hésitent pas à brûler maisons et victimes encore vivantes, y voyant les « nécessités de la guerre » pour « pacifier » la région. « Les Français étaient particulièrement méchants, plus que les Allemands », témoigne l'ex-partisan soviétique Goretsky, 15 ans alors. Au cours d'une expédition punitive contre un village soupçonné de ravitailler les résistants, « ils ont jeté les enfants dans le puits, avec les grands-mères », rapporte Irina. « On les appelait les punisseurs, les assassins », complète Yanina Viktorova Doubrovskaya.

Les survivants de la LVF, même criminels de guerre, même passés ensuite par la SS, ont été amnistiés dans les années 1950 par l'État français. Certains ont ensuite oeuvré à la création du Front national (devenu Rassemblement national en 2018), mais c'est une autre histoire. Quoi que... ■

GRÉGORY MARIN

(1) À lire aussi : *Un père ordinaire. Sur les traces d'Alfred Douroux, de la LVF à la Waffen SS*, de Philippe Douroux, Flammarion, 2025.

Paul Touvier, le milicien au service de Vichy

TÉLÉVISION Premier Français à être jugé pour crime contre l'humanité, le chef de la milice de Lyon a échappé à la justice durant près de cinquante ans.

Crimes contre l'humanité. Le procès de Paul Touvier, France 5, dimanche, 21 h 5

Le 17 mars 1994, c'est un homme trapu, dégarni, le visage fermé et l'air revêche qui entre dans le box des accusés. Après trois ans d'instruction, Paul Touvier est finalement jugé pour l'exécution de sept hommes, fusillés dans le dos parce que juifs, à Rillieux-la-Pape, le 29 juin 1944. L'ancien chef de la 2^e division de la milice de Lyon a commis bien d'autres crimes de guerre au service de Vichy et de l'Allemagne nazie, mais celui-ci est le seul à échapper à la prescription, car il rentre dans la catégorie « crime contre l'humanité ». Après celui du nazi Klaus Barbie et du haut fonctionnaire de Vichy Maurice Papon, France Télévisions complète ainsi sa série documentaire, consacrée aux grands procès.

UN ANTISÉMITISME VISCÉRAL

En deux épisodes, le réalisateur Antoine de Meaux revient sur les moments clés des audiences : la cassette enregistrée par Touvier lui-même, dans laquelle il confie à l'un de ses protecteurs de l'église intégriste, monseigneur Duquaire, le crime de Rillieux, puis la lecture de ses carnets personnels qui révèlent son antisémitisme viscéral, et enfin les témoignages de ses victimes qui l'accablent.

Maissurtout, ce procès est le premier à mettre en évidence l'existence d'une étroite complicité entre la milice du régime de Vichy et l'Allemagne nazie. C'est là le point central des débats, qui scellera la condamnation de l'ancien milicien... alors que, quelques années auparavant, la Cour de cassation avait prononcé un non-lieu, estimant qu'il n'avait pas répondu à un ordre allemand, condition alors retenue pour être jugé coupable de crime contre l'humanité. Pour la première fois en France, l'avocat général va citer à la barre des historiens pour établir les faits de collaboration. Le 20 avril 1994, Paul Touvier est finalement condamné à la prison à perpétuité pour complicité de « crime contre l'humanité ». ■

SCARLETT BAIN



DAMIEN PRODUCTION/INA/DAWAN

RETRouvez l'humanité sur internet

Reportages, analyses, entretiens, chroniques, vidéos, directs...

Toute notre actualité à portée de clic.

- ↗ www.humanite.fr
- ↗ facebook.com/humanite.fr
- ↗ twitter.com/humanite_fr
- ↗ linkedin.com/company/lhumanite
- ↗ Compte [@lhumanitefr](https://Instagram.com/lhumanitefr) sur Instagram




l'Humanité

Fondateur Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1^{er} janvier 1957)
Capital social 3 000 000 euros **Siège social** 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Téléphone 01 49 22 72 72
Service aux abonnés Tél. : 01 55 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques
Gestion, réglage et promotion : agence Boconseil.
Tél. : 09 67 32 09 34.

E-mail : oborscha@boconseilame.fr
Vente militante 01 49 22 73 55
Publicité Comédiance. Olivier Valentin, président
Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)
Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)
Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)
Directoire
Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction ; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication ; Silvère Magon, directeur des développements
Conseil de surveillance
Jean-Louis Frostin, président

Actionnaires principaux SAS Fonds d'Humanité, Association des lectrices et des lecteurs de l'Humanité
Impression POP (La Courneuve), SMP (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)
Numéro ISSN 0242-6870
Dépôt légal Date de parution
Commission paritaire 1124 C 79615
Tirage du 23 avril 2025 29 193 exemplaires
Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne - 60% ou 100 % de fibres recyclées - IFDG. Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.



 **Miroir du Cyclisme revient !**

GRÂCE À VOUS... Participez au retour du magazine mythique de la petite reine !

À l'heure des grands changements dans ce sport, nous souhaitons revenir à ce qui anime le cyclisme : La dimension humaine, les histoires qui émaillent les parcours des coureurs, le sens du collectif, avec la volonté de « dire » notre époque.

MIROIR DU CYCLISME

JE CHOISIS LE MONTANT DE MA CONTRIBUTION

- 15 €** Je réserve le magazine (frais de port inclus)
- 25 €** Je reçois le magazine / la casquette Miroir du Cyclisme
- 100 €** On m'offre le magazine / la casquette Miroir du Cyclisme / 1 poster grand format
- 250 €** On m'offre le magazine / la casquette Miroir du Cyclisme / 1 poster grand format / 1 entrée à la Fête de l'Humanité pour y rencontrer l'équipe de Miroir du Cyclisme
- Montant libre** Je soutiens l'aventure en faisant don de _____ €

NOM / PRÉNOM _____
ADRESSE _____
VILLE _____
CODE POSTAL _____
TÉLÉPHONE _____
E-MAIL _____

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre de l'Humanité en partage à : L'HUMANITÉ, Miroir du Cyclisme - Immeuble Calliope - 5, rue Pleyel - 93528 Saint-Denis CEDEX

DÉFISCALISATION Votre don vous donne droit à une réduction d'impôt de 66 % dans la limite de 20 % du revenu imposable

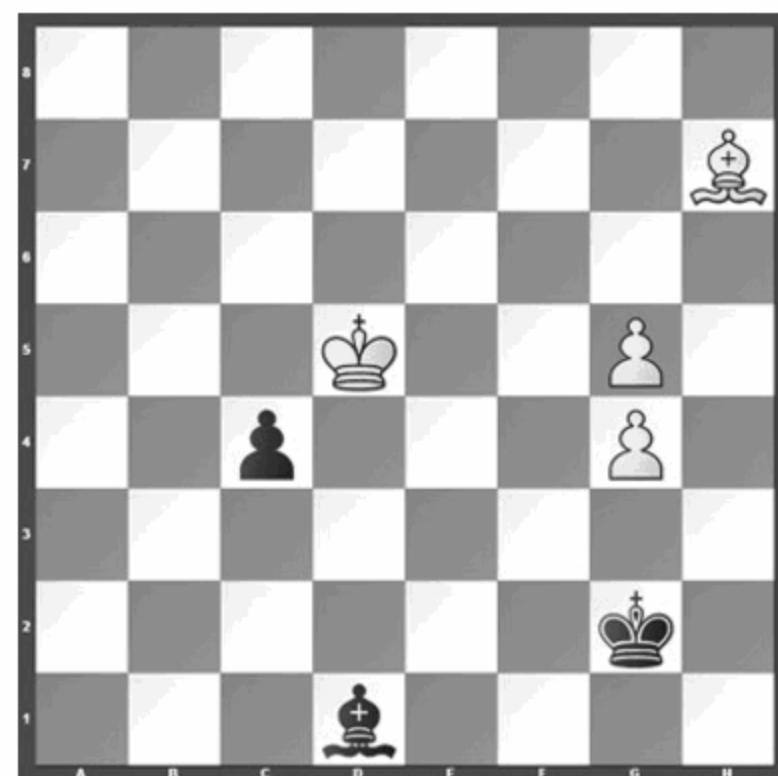
VOUS POUVEZ FAIRE UN DON EN LIGNE, SUR NOTRE PAGE DE FINANCEMENT PARTICIPATIF



■ Je souhaite que mon nom apparaisse sur le mur des donateurs et donatrices du futur site de Miroir du Cyclisme en remerciement de mon soutien.

Magazine de 124 pages au format 23x30

LE COIN DU FOU par Éric Birmingham



Niveau de difficulté : *facile, **difficile, ***très difficile

ETUDE DE E. EILAZJAN, 1990 *** Les Blancs jouent et gagnent

SOLUTION : 1.F64+! (pour ne pas bloquer le Fou) 1.g6? Fc2 (après : 5...Fc2 (après : 5...Fxg6 6.g8D+) 6.g8T! (non pas : 6.Rxb3= et sur : 6.Rd4 Fxg8=) 5...Fc2 (après : 5...Fxg3 6.g8D+) 6.g8T! (non pas : 1...Rg3 2.Rxc4 Rf4 3.g6! Rg5 (3...Rxg7? 4.g7+-) 4.g7 Rh6! 5.Ff3!! (si : 5.g8D Fb3+ 6.g8D? Fb3+ 7.Rxb3= pat) 1-0

Code des symboles : ! Très bon coup ■ !! Coup excellent ■ ? Coup faible ■ ?? Très mauvais coup ■ ?! Coup douteux ■ !? Coup Intéressant ■ +- Avantage décisif pour les Blancs ■ -- Avantage décisif pour les Noirs ■ + Échec au Roi ■ 1-0 Victoire des Blancs ■ 0-1 Victoire des Noirs ■ 0,5 Partie nulle ■ # Mat



Devenons l'énergie qui change tout.

POUR LE CLIMAT, TOUTES LES ENERGIES NE SE RESSEMBLENT PAS.

Choisir l'électricité d'EDF produite à près de 98% sans émission de CO₂, c'est faire le choix d'une énergie plus respectueuse de l'environnement.

©EDF 2023

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

*L'électricité d'EDF est à près de 98% sans émission de CO₂ en France. Émissions directes, hors analyse du cycle de vie des moyens de production et des combustibles - chiffre 2023, périmètre EDF SA, source : edf.fr/climat.